

# Macron envoie l'armée contre les Gilets Jaunes, avec des armes de guerre chargées avec de vraies balles

écrit par Gladius | 22 mars 2019



Le « tout-faux » de Macron

C'est un zéro pointé qui va sanctionner bientôt Macron, dans tous les domaines.

Je n'en évoquerai que deux, qui tombent dans l'urgent : le prétendu « grand débat national » et sa gestion (par Castagner interposé) de la « sécurité publique »...

## Le débat national

Il n'a mobilisé que 1% du corps électoral, avec une représentativité plutôt surprenante : 11% seulement de moins de 35 ans et 43 % de plus de 65 ans, mais surtout avec 65 % de diplômés de l'enseignement supérieur. Premières remarques : les Gilets Jaunes ont boudé ce débat, très certainement par manque de confiance en sa sincérité et à son efficacité. Ce sont surtout des bourgeois plutôt nantis qui y ont répondu. Point comique chapeautant le tout : le débat s'est poursuivi en apothéose à l'Élysée, par une discussion entre Macron et 64

« intellectuels » !

Pas dupes, les Gilets Jaunes se sont rendu compte que ce débat avait été, dès le départ, truqué, plombé par Macron (vérolé, en terme clairs, ainsi que j'ai pu le dire en quittant avec fracas le débat qui a eu lieu dans ma commune du 83, où les quelques Gilets Jaunes présents – portant gilet – ont été moqués, insultés par des bourgeois bien mis-bien propres sur eux, et qui ont été interdits de parole quand ont été posées des questions sur l'immigration et le retour en France de djihadistes).

Je n'apprends rien à mes amis patriotes en rappelant que Macron a mis au point une vaste tromperie, une escroquerie morale, un leurre, un piège à cons ! qui a bien fonctionné, du moins jusqu'à présent. Un piège à cons bâti sur trois faussetés :

**1<sup>ère</sup> fausseté** : il a accaparé ce débat après avoir adressé aux Français une lettre de type inventaire, véritable fourre-tout à la Prévert. Ensuite, il a usurpé le premier rôle. Rappelons-nous : novembre 2018 explosion brutale et spontanée d'une colère populaire sur fond de ras-le-bol fiscal, notamment sur les taxes des carburants. Macron tenant donc de fait, le rôle de l'accusé, du mis-en-examen. Puis quelque temps après, par un retournement acrobatique et inouï, et avec un culot monstre, il s'est fait, à la fois l'ordonnateur, le juge d'instruction et le maître d'œuvre de cette opération.

**2<sup>ème</sup> fausseté** : Macron a défini lui-même les règles du jeu ; il a arrêté lui-même les thèmes à inclure dans le débat, et plus grave encore ceux devant en être exclus. Il avait pourtant promis-juré, que tous les sujets pourraient être abordables et qu'aucune question ne serait interdite et qu'il entendrait toutes les doléances. Mais ce menteur-bonimenteur avait omis de préciser qu'il n'était pas explicite que toute question serait suivie d'une réponse.

Il faut se rappeler qu'au départ avaient été inscrits 5 thèmes généraux dans ce débat ; le cinquième portant sur l'immigration. Très rapidement passé à la trappe ; ainsi que les discussions sur l'ISF, le RIC, l'immigration et l'Union Européenne. A l'inverse, rien de tangible et de concret en termes de mesures de première urgence et durables sur les revendications premières des Gilets Jaunes : relèvement du pouvoir d'achat et réduction de la fiscalité...

A l'inverse encore : une insistance sur d'innombrables propositions dont les gens du peuple se moquent ou considèrent somme toute, comme secondaires : « l'organisation de l'Etat », les « solutions concrètes pour remplacer sa vieille chaudière ou pour la transition environnementale », la « garantie scientifique des choix en matière de biodiversité ». Ou des questionnements fleurant bon la démagogie, sur des sujets d'un très haut niveau, inaccessibles à 98 % en de la population, donc totalement ineptes, comme « comment renforcer les principes de la laïcité française ? ».

**3<sup>ème</sup> fausseté** : c'est un point qui, à ma connaissance, n'a pas fait l'objet de questions ou de remarques et qui pourtant crève les yeux et l'entendement, celui du calendrier. Qui peut croire, avec une fin du débat ce 15 mars et une remontée jusqu'à l'exécutif de centaines de milliers de contributions, très disparates, même si elles sont résumées et pré-analysées par des corps ou des intervenants intermédiaires, que celles-ci pourront être analysées de manière approfondie puis synthétisées en propositions concrètes et concises et aboutir à des projets de réformes sérieux, tout ça dans un petit mois ?

Ces trois entourloupes grossières démontrent bien que ce débat n'est qu'un leurre, voire même un coup tordu monté par Macron, peut-être dans l'attente d'un secours inespéré suite à de très bons résultats de la REM aux élections européennes ? Avec à la clé, un petit référendum genre QCM ?

## **2- la reprise en main du pouvoir sur le peuple de la rue :**

Macron et son voyou de premier flic de France n'ont jamais cherché à parfaire, d'une manière intelligente, mesurée et humaine, les conditions d'une stratégie d'ensemble de leurs forces de l'ordre.

Comme, en premier lieu, l'organisation d'un blocage à l'entrée du pays, d'une ville, d'une avenue précise, de tout black bloc, en principe fiché – ceci a bien été fait, avec succès, pour les matchs de foot – et ensuite, en cas où quelques casseurs arriveraient à s'infiltrer dans une manifestation pacifique des gilets jaunes, la stricte et rigoureuse consigne d'intervention des forces de police, de manière rapide, immédiate et expéditive dès le début du moindre rassemblement et d'un acte de vandalisme et de pillage.

Ce constat, que nul ne peut nier (et pour une fois, cet aspect des choses vient enfin, d'être souligné par quelques journalistes ; de même que quelques policiers s'en sont fait l'écho) est bien la preuve de la duplicité de ce pouvoir immonde, qui a cherché non seulement à laisser les racailles et les casseurs à s'en donner à cœur joie mais à en profiter pour en faire rejaillir la responsabilité, directement ou indirectement, sur les gilets Jaunes.

Espérons d'ailleurs que cette manoeuvre indigne, fasse un jour l'objet d'un procès en bonne et due forme.

Macron donc et son Premier Flingue, n'ont rien trouvé de mieux que de mobiliser l'Armée, via le dispositif Vigipirate pour renforcer le maintien de l'ordre et de la sécurité publics. Outre le fait que l'on puisse se demander en premier lieu, si cette mesure n'est pas anticonstitutionnelle, on peut se laisser envahir de quelques graves inquiétudes.

Certes, cette mobilisation a été annoncée comme n'ayant qu'une mission de sauvegarde des édifices publics, donc partant de la supposition qu'il ne s'agirait alors que d'une simple mission

de surveillance.

Encore une fausse « bonne idée » ! et dangereuse potentiellement. Qui ne pense pas que des casseurs vont justement avoir envie d'aller « chatouiller » ces militaires et de commettre des actes gravissimes auxquels ces derniers auront à faire face.

**Les soldats qui seront de service, ne l'oublions pas, seront armés, eux, d'armes de guerre chargées à vraies balles.**

Comment ne pas imaginer, et craindre, un dérapage, suite à des provocations ou à des attaques ultraviolentes de casseurs envers ces militaires (ceci dit, personnellement, d'un point de vue moral, l'éventualité de la mise hors circuit d'une racaille « voulant se faire » un militaire ne me gênerait pas du tout ; mais j'en suis à me demander avec inquiétude ce qui se passerait si un casseur-émeutier ayant enfilé un gilet jaune, se faisait descendre).

Là encore le pouvoir se fourvoie. Il croit être en mesure d'améliorer les choses mais, ce faisant, il ouvre la voie à une prise de risques énormes.

**Dans tous les cas ce pouvoir, qui se gargarise sur les bienfaits du débat et de ses nouvelles et dernières mesures sur la sécurité, a tout faux. Qu'il se méfie de la terrible colère des Gilets Jaunes quand ceux-ci en auront vraiment assez d'être non seulement trompés, mais injustement accusés de tous les maux.**